

REGLEMENT PARTICULIER DE LA CONSULTATION

Référence de la consultation :

« 2025DCHA_ Fournitures-Bureau »

OBJET DE LA CONSULTATION

Fournitures de bureau (incluant papier d'impression)
pour tous les centres de l'ONERA.

DATE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Le Mercredi 26 Novembre 2025 avant 15 heures

SOMMAIRE

<u>PREAMBULE</u>	<u>3</u>
<u>1 OBJET – DESCRIPTION DE LA PRESTATION ET STRUCTURE</u>	<u>4</u>
1.1 OBJET	4
1.2 FINANCEMENT	4
1.3 STRUCTURE	4
1.4 SECURITE DU MARCHE	4
1.5 DUREE / DELAI D’EXECUTION	4
<u>2 MODE DE PASSATION – DEROULEMENT DE LA PROCEDURE</u>	<u>4</u>
2.1 PROCEDURE	4
2.2 ALLOTISSEMENT	5
2.3 VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES	5
2.4 ECHANGES	5
2.5 MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	6
2.6 GROUPEMENT D’ENTREPRISES	6
2.7 SOUS-TRAITANCE	6
2.8 MARCHE DE FOURNITURES COMPLEMENTAIRES	6
<u>3 PRESENTATION ET ANALYSE DES CANDIDATURES</u>	<u>7</u>
3.1 PRESENTATION DU DOSSIER DE CANDIDATURE	7
3.2 APPRECIATION DE LA CANDIDATURE	8
<u>4 PRESENTATION ET ANALYSE DES OFFRES</u>	<u>9</u>
4.1 PRESENTATION DE L’OFFRE	9
4.2 ANALYSE ET APPRECIATION DES OFFRES – ATTRIBUTION	11
<u>5 CONDITIONS D’ENVOI ET DE REMISE DES DOSSIERS COMPLETS (CANDIDATURES ET OFFRES)</u>	<u>12</u>
5.1 REMISE DES DOSSIERS	12
5.2 COPIE DE SAUVEGARDE	12
<u>6 SIGNATURE ELECTRONIQUE DES DOCUMENTS</u>	<u>13</u>

PREAMBULE

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est constitué des pièces suivantes :

N°	Intitulé
PJ1	présent document, valant règlement particulier de la consultation , qui définit les modalités de la consultation, et ses 2 annexes : <ul style="list-style-type: none"> • fiche de renseignements fournisseur (annexe 1) • scénario représentatif des consommations des trois dernières années (annexe 2) – 2 onglets : 1 « offre de base » - 2 « variante punch-out » (facultative)
PJ2	projet d'accord-cadre et ses 2 annexes : <ul style="list-style-type: none"> • attestation relative à la lutte contre le travail dissimulé ou illégal (annexe 1) • <i>bordereau des prix unitaires (BPU) (annexe 2) qui correspond au catalogue des produits fournisseur – non fourni (sera fourni par le titulaire)</i>
PJ3	spécification technique de besoin (STB) édition 1.0 du 03/09/2025 et ses deux annexes

Ces documents sont la propriété de l'ONERA. Les informations ainsi communiquées ne peuvent être utilisées à d'autres fins que l'élaboration d'une réponse à la présente consultation.

Le DCE peut être téléchargé sur la plateforme des achats de l'État (la PLACE) à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr>, sur le profil acheteur de l'ONERA sous la référence **2025DCHA_FOURNITURES-BUREAU-BIS**

Remarques concernant le téléchargement via PLACE :

1/ Il est recommandé au candidat de s'identifier lors du téléchargement du dossier sur la plateforme, faute de quoi il ne pourra pas être destinataire des éventuels messages relatifs à la procédure, transmis exclusivement par la PLACE (exemples : modifications du dossier de consultation, réponses aux questions...).

2/ Les courriels envoyés par la plateforme le sont depuis l'adresse électronique nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr. Il appartient au candidat de faire le nécessaire pour que les courriels envoyés depuis la PLACE ne soient pas filtrés.

1 OBJET – DESCRIPTION DE LA PRESTATION ET STRUCTURE

1.1 Objet

Le présent règlement particulier définit les modalités de mise en œuvre de la consultation préalable à la passation d'un marché, qui aura pour objet :

La livraison de fournitures de bureau et de papier d'impression, pour tous les centres ONERA

1.2 Financement

Le financement de cette prestation est prévu sur fonds propres de l'ONERA.

1.3 Structure

Le marché concerné est un accord-cadre à bons de commandes, qui seront émis au fur et à mesure des besoins de l'ONERA.

L'accord-cadre est mono-attributaire.

1.4 Sécurité du marché

L'accord-cadre ne comporte pas de clause de sécurité particulière.

1.5 Durée / délai d'exécution

L'accord-cadre entre en vigueur à sa notification et se termine quatre 4 ans après sa date de début d'exécution.

2 MODE DE PASSATION – DEROULEMENT DE LA PROCEDURE

2.1 Procédure

Conformément aux dispositions des articles L.2124-1 et R.2124-1 du Code de la Commande Publique¹ (CCP), au vu de la nature des prestations et du montant mis en jeu, la consultation est menée suivant une **procédure formalisée**.

La procédure mise en place par l'ONERA est une **procédure d'appel d'offres ouvert** (articles L.2124-2, R.2124-2.1° et R.2161-1 à 5 du CCP).

S'agissant d'un appel d'offres, il est rappelé **qu'aucune négociation n'est possible**. Les candidats doivent donc impérativement présenter immédiatement leur meilleure offre

La procédure se déroule en une seule étape de remise conjointe des candidatures et des offres.

¹ Code de la Commande publique disponible dans son intégralité à l'adresse suivante :
<https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190524>

2.2 Allotissement

L'accord-cadre est constitué d'un lot unique. En effet, la nature même des prestations et la gestion des commandes nécessitent un ensemble cohérent pour l'ensemble des sites de l'ONERA en France.

2.3 Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

Définitions	
Variante	offre alternative
Prestation supplémentaire éventuelle (PSE)	élément complémentaire à l'offre

a. Variantes

Les variantes « libres », à l'initiative du soumissionnaire sont interdites.

La variante « imposée » par l'ONERA à **chiffrage FACULTATIF** est listée ci-après.

N°	Description/objet
VI (Variante) n°1	PunchOut

Le titulaire est libre de proposer la mise en place d'un système de **PunchOut** personnalisé pour l'ONERA, permettant d'utiliser le catalogue en ligne avec tous les contrôles requis par l'ONERA (mêmes contrôles internes que dans le cas de la mise en place d'un catalogue hébergé (cf. annexe 1 de la STB en PJ3)).

La réponse à l'offre de base (la mise en place d'un catalogue hébergé dans son système de gestion ORACLE-EBS-lprocurement sous format excel) est **OBLIGATOIRE**.

b. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

La consultation ne comporte aucune prestation supplémentaire éventuelle (PSE) imposée par l'ONERA.

2.4 Echanges

Pendant toute la période de consultation, le candidat peut échanger et poser des questions à l'ONERA concernant le projet et la procédure. **L'ensemble des échanges se fait exclusivement via le portail de dématérialisation PLACE sur le profil acheteur de l'ONERA** et doit parvenir au plus tard sept (7) jours ouvrés avant la date limite de remise des candidatures et des offres. L'ONERA s'engage à apporter une réponse à toutes les questions posées. Il n'est transmis aucune réponse aux questions arrivées hors délai. Il n'est répondu à aucune question orale.

Toutes les questions et les réponses associées sont transmises à l'ensemble des candidats, sous réserve de leur portée générale et dans le respect de la confidentialité des informations transmises par le candidat demandeur.

2.5 Modifications de détail au dossier de consultation

L'ONERA se réserve le droit d'apporter, au plus tard cinq (5) jours ouvrés avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Le candidat doit alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par le candidat, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.6 Groupement d'entreprises

Conformément aux dispositions des articles R.2142-19 à 26 du CCP, un candidat peut choisir de répondre en groupement avec une ou plusieurs autres entreprises.

Si tel est le cas, la forme juridique que devra revêtir le groupement d'entreprises lors de l'attribution de l'accord-cadre est soit le groupement solidaire soit le groupement conjoint avec solidarité du mandataire, pour des raisons de responsabilités.

Un même candidat ne peut présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou de plusieurs groupements ou en qualité de membre de plusieurs groupements.

Dans l'ensemble du présent document, « le candidat » ou « le soumissionnaire » ou « la société » ou « l'opérateur économique » ou « l'entreprise » ou « l'entreprise soumissionnaire » ou le « futur titulaire » désigne indifféremment le candidat seul ou l'ensemble des membres du groupement, le cas échéant.

Le candidat s'engage à reporter l'ensemble des clauses et contraintes de la présente consultation et du futur accord-cadre à ses éventuels cotraitants.

Les précisions à apporter au projet de l'accord-cadre (PJ2) dans un cas de groupement seront communiquées ultérieurement par l'ONERA au candidat concerné, le cas échéant.

2.7 Sous-traitance

Le futur titulaire a la possibilité de sous-traiter l'exécution d'une ou de plusieurs parties des prestations demandées.

La sous-traitance peut être déclarée dès la remise de sa proposition par le candidat ou ultérieurement, lors de l'exécution des prestations. En tout état de cause, toute sous-traitance devra être déclarée et soumise à acceptation explicite préalable de l'ONERA avant tout début d'exécution des prestations sous-traitées.

Pour rappel, la sous-traitance totale est prohibée.

Le candidat s'engage à reporter l'ensemble des clauses et contraintes de la présente consultation et du futur accord-cadre à ses éventuels sous-traitants agréés par l'ONERA.

2.8 Marché de fournitures complémentaires

Conformément à l'article R.2122-4.1° du CCP, l'ONERA se réserve la possibilité de passer des marchés de fournitures complémentaires destinées soit au renouvellement partiel des

fournitures soit à l'extension des fournitures qui seront acquises au titre de l'accord-cadre concerné par la présente consultation.

3 **PRESENTATION ET ANALYSE DES CANDIDATURES**

3.1 **Présentation du dossier de candidature**

a. Généralités

Si le candidat s'appuie sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'une ou plusieurs autres sociétés (cotraitant, sous-traitant), alors il produit les mêmes documents concernant celle(s)-ci que ceux qui sont exigés pour le candidat lui-même.

Les pièces demandées dans le dossier doivent être rédigées en langue française. Néanmoins, les documents émanant des autorités administratives du pays du candidat peuvent être fournis dans la langue officielle du pays mais le candidat doit alors fournir une traduction de ces documents (en français ou en anglais).

Quel que soit le choix du candidat pour présenter son dossier, son attention est attirée sur l'importance de la production de l'ensemble des documents demandés.

b. Documents administratifs : contenu et forme de la présentation

A l'appui de sa candidature, le candidat fournit les éléments suivants, conformément à l'article R.2143-3 du CCP :

N°	Document/ Information	Commentaires
C1	une lettre de candidature (valant notamment de déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdictions de soumissionner)	modèle DC1 disponible à l'adresse suivante : http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat (+ <i>notice explicative</i>)
C2	une déclaration de capacité	modèle DC2 disponible à l'adresse suivante : http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat (+ <i>notice explicative</i>)
C3	fiche de renseignements fournisseur de l'ONERA (annexe 1 du présent document) incluant une liste des principales références pour des prestations similaires à celles demandées, et réalisées au cours des trois dernières années (notamment, le cas échéant, mise en place de systèmes PUNCH OUT avec le système de gestion E Business Suite / ORACLE).	Complétée et signée par une personne habilitée à engager le candidat

C4	numéro unique d'identification (n° SIREN délivré par l'INSEE) ² ou, à défaut, tout document justifiant de son immatriculation, délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine, datant de moins de trois mois	
C5	délégations de pouvoir en cas de signature par une personne autre que celle(s) identifiée(s) comme « Dirigeants » du candidat, ³	
C6	bilan d'émissions de Gaz à Effet de Sphère (GES) de la société (pour les entreprises soumises à cette obligation - entreprises de plus de 500 salariés en métropole) ou document équivalent mentionnant les actions prises pour réduire les émissions de GES de la société.	

Le candidat peut choisir de présenter sa candidature selon le mode « DUME », quelle que soit sa nationalité, mode de réponse directement accessible via la plateforme PLACE, au moment du dépôt de son dossier.

Le cas échéant, le candidat peut fournir tout autre document de preuve de ses capacités économiques, financières, techniques et professionnelles (dans le cas, par exemple, d'une entreprise récemment créée).

Par ailleurs, le candidat est dispensé de transmettre les documents de la candidature demandés s'ils sont contenus dans un espace de stockage numérique gratuit (il doit alors fournir les informations nécessaires à la consultation de cet espace de stockage).

3.2 Appréciation de la candidature

La candidature est appréciée sur la base des renseignements et documents demandés ci-dessus, en tenant compte de la situation juridique de l'opérateur économique de ses garanties et capacités techniques (notamment références antérieures, effectifs), économiques et financières (notamment chiffre d'affaires), environnementales, selon les dispositions des articles R.2144-1 à 7 du CCP.

L'ONERA est libre d'effectuer l'analyse des dossiers de candidature à tout moment de la procédure et, au plus tard, avant l'attribution de l'accord-cadre.

Après analyse du contenu des pièces à fournir au titre du dossier de candidature, l'ONERA rejette les candidats qui n'ont pas les capacités suffisantes, ceux ne présentant pas la totalité des justificatifs demandés au titre du dossier de candidature ou étant dans un cas d'interdiction de soumissionner ou ceux ayant fourni des renseignements inexacts.

² A partir de ce n°, l'ONERA accède aux informations nécessaires concernant le candidat (français) sur le site <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr> (justificatif d'immatriculation, identification des Dirigeants etc.)

³ L'ONERA vérifie l'habilitation à engager le candidat des personnes physiques en se rendant sur la page Dirigeants de ce même site

L'ONERA se réserve cependant la faculté de procéder à la régularisation de toute candidature incomplète ou de demander des compléments d'informations sur les pièces et justificatifs produits, dans un délai approprié (fixé dans la demande de complément).

4 **PRESENTATION ET ANALYSE DES OFFRES**

4.1 **Présentation de l'offre**

A l'appui de son offre, le soumissionnaire produit a minima les pièces listées ci-dessous :

N° pièce	Intitulé	Signature	Formats
O1	<u>Projet d'accord-cadre (PJ2) et son annexe 1 complétés</u>	x	Word <u>et</u> pdf
O2	<u>Catalogue complet du fournisseur affichant le prix public et le prix ONERA remisé valant Bordereau des prix unitaires</u> (qui constituera l'annexe 2 au projet de marché précité) – pour les familles autorisées par l'ONERA	x	Excel <u>et</u> pdf
O3	<u>Scenari des consommations passées complété (annexe 2 du présent document), avec a minima 70% des références remplies pour chaque configuration, produit distributeur, produit de marque et produit vert onglet 1 (offre de base) et éventuellement 2 (si variante Punch Out proposée)</u> le soumissionnaire doit proposer des produits pour les 3 catégories demandées. Si des produits marque distributeur répondent aux exigences développement durable (produits dits "verts"), le soumissionnaire peut proposer les mêmes références pour les deux catégories. Il doit toutefois le justifier dans son mémoire". <u>Nota : les prix unitaires indiqués doivent être conformes à ceux fournis dans le bordereau des prix unitaires, pour les mêmes références⁴</u>	x	Excel <u>et</u> pdf
O4	un mémoire technique rédigé spécifiquement pour répondre à la présente consultation, incluant: <ul style="list-style-type: none"> • <u>Pour l'offre de base obligatoire</u> : un fichier informatique représentatif du catalogue sous forme électronique (format excel) - « modèle de catalogue » que le candidat est capable de fournir (en suivant les consignes précisées dans l'annexe de la STB, sous « organisation technique du catalogue »), • <u>Si le candidat propose également l'offre variante « PunchOut »</u> : une description de l'ensemble des prérequis techniques et fonctionnels nécessaires à la mise en place de cette solution et le fonctionnement de 		

⁴ Le cas échéant, pour l'analyse des offres, l'ONERA effectuera une correction du scénario avec prix du BPU en cas de discordance

	<p>sa plateforme (fonctionnement technique notamment vis-à-vis de l'échange, du transfert et du traitement des données, aspects sécurité, paramétrages possibles etc. selon les contraintes de l'ONERA exposées dans le CCTP (PJ3)) en lien avec le système de gestion EBS de l'ONERA, ainsi que l'optimisation attendue avec cette solution.</p> <p>Il met également à disposition de l'ONERA un lien vers une base de test PUNCH OUT.</p> <p>Pour les deux solutions :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ L'étendue du catalogue du candidat (familles et sous-familles proposées dans le respect de la STB) et sa capacité à traiter les demandes en approvisionnement direct électronique (avec qualité et dans les délais requis) ✓ L'adresse du site web du candidat pour visualisation de son catalogue afin de pouvoir tester la facilité d'accès et d'utilisation ainsi que les fonctionnalités disponibles, ✓ Les modalités et l'organisation des livraisons, les procédures de traitement et de gestion des non-conformités (factures, avoirs, retour marchandises, indisponibilités etc.) ainsi que le traitement des demandes de modifications, ✓ Les indicateurs que le candidat propose de mettre en œuvre pour le suivi de la qualité et de la performance de la prestation, y compris en matière de développement durable (avec fourniture d'un exemple de statistiques proposées), ✓ Les mesures prises par le candidat pour respecter les mesures et normes environnementales telles que définies dans la STB (en PJ3) 		
O5	RIB original de la société, contenant l'ensemble des informations nécessaires au règlement des prestations,	x	

Le soumissionnaire peut compléter son offre de tout autre document (ou information) complémentaire jugé utile et pertinent.

Les pièces listées ci-dessus doivent être rédigées en langue française.

Le délai de validité des offres doit être au minimum de **4 mois** à compter de la date limite de remise des dossiers figurant en première page.

Les modalités de remise des offres sont précisées à l'article 5 ci-après.

4.2 Analyse et appréciation des offres – attribution

a. Modalités d'analyse

Le cas échéant, la variante imposée par l'ONERA est analysée de la même manière que l'offre de base, selon les critères énoncés au c. ci-après.

Pour rappel, s'agissant d'un appel d'offres, AUCUNE NEGOCIATION n'est possible.

b. Motifs d'élimination des offres

Sont automatiquement éliminées :

- les offres inappropriées et/ ou inacceptables ainsi que les offres demeurant irrégulières malgré les éventuelles demandes de complément de l'ONERA,
- les offres ne respectant pas les conditions de présentation figurant à l'article 4.1 du présent document, après demande de régularisation éventuelle par l'ONERA.

c. Critères objectifs d'évaluation des offres

Pour attribuer l'accord-cadre au soumissionnaire qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, l'ONERA entend se fonder sur les critères objectifs ci-après affectés des indices de pondération suivants :

N°	Intitulé	Pondération
Critère n°1	Montant total basé sur la simulation des consommations passées (annexe 2 du présent document), avec les sous-critères pondérés comme suit : <ul style="list-style-type: none"> • Produits vert 25% • Produits Distributeur 15% • Produits de Marque 10% 	50 %
Critère n°2	Qualité technique jugée sur la base du mémoire technique fourni : <ul style="list-style-type: none"> • Ergonomie / facilité et vitesse d'utilisation de la solution proposée, lisibilité du site internet associé, du catalogue et mise en forme du catalogue – pondération : 30%, • Organisation mise en place pour la gestion de l'accord-cadre (livraison, traitement des non-conformités, service après vente pertinence des indicateurs etc.) – pondération : 5%, • Pertinence et lisibilité des indicateurs de suivi – pondération : 5%, • Niveau et pertinence des certifications environnementales des produits proposés et autres mesures environnementales mises en œuvre pour 	50%

	l'exécution de ces mesures – pondération : 10% .	
--	---	--

5 CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES DOSSIERS COMPLETS (CANDIDATURES ET OFFRES)

La réception des plis ayant lieu en une seule phase, le candidat doit transmettre simultanément son dossier de candidature et d'offre.

5.1 Remise des dossiers

Le candidat a l'obligation de remettre son dossier complet (candidature + offre) par voie dématérialisée sur la plateforme PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr>, sur le profil acheteur de l'ONERA.

En cas de problème sur la PLACE, un service de support et d'assistance technique à l'utilisation de cette plateforme de dématérialisation est disponible en ligne :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/assistance/?token=55226fb7-d16a-4fb3-9f1a-54ef38822106>

Remarques concernant le dépôt des dossiers sur PLACE :

1/ Certaines opérations de maintenance étant exécutées sur PLACE les mercredis entre 19h et 22h, il est conseillé au candidat d'éviter de choisir cette période pour déposer son dossier.

2/ Il est recommandé au candidat d'anticiper suffisamment la vérification de la configuration de son poste en fonction des contraintes détaillées sur la plateforme PLACE et le dépôt de son dossier afin d'éviter les problèmes de dernière minute.

3/ Le candidat a la possibilité de déposer plusieurs dossiers successifs en cas d'oubli d'une pièce ou d'erreur à rectifier notamment. Chaque dossier déposé annule et remplace le dossier précédemment remis par le candidat. De ce fait, seul le dernier dossier déposé sera ouvert par l'ONERA : il doit donc comporter l'ensemble des pièces demandées dans le présent document (à l'appui de la candidature et de l'offre).

5.2 Copie de sauvegarde

Le soumissionnaire peut également envoyer, en même temps, une copie de sauvegarde, sur papier ou sur support numérique (de type clé USB, CDROM etc.), qui doit comprendre les mêmes fichiers ou informations que le dossier déposé sur PLACE.

La copie de sauvegarde peut être ouverte par l'ONERA et se substituer au dossier transmis électroniquement uniquement dans les cas suivants :

- si l'ONERA détecte un virus dans le dossier déposé par voie électronique,
- si un dossier a été transmis par voie électronique sans parvenir à l'ONERA dans les délais attendus,
- si le dossier transmis par voie électronique ne peut être ouvert par l'ONERA.

Elle doit être envoyée sous **enveloppe cachetée, indiquant :**

« NE PAS OUVRIR / CONSULTATION REF 2025DCHA-FOURNITURES-BUREAU-BIS »

ENTREPRISE :

(Indiquer le nom de l'entreprise soumissionnaire)

Elle est adressée sous pli recommandé avec accusé réception à :

ONERA Direction des Achats
29 Avenue de la Division Leclerc – BP72
92322 CHATILLON Cedex

ONERA
Direction des Achats
29 avenue de la Division Leclerc
CS90027
92322 CHATILLON Cedex

Pour être ouverte, la copie de sauvegarde doit arriver avant les date et heure limites de remise des dossiers figurant en 1^{ère} page.

6 SIGNATURE ELECTRONIQUE DES DOCUMENTS

L'ONERA dispose de certificats de signature électronique et favorise donc autant que possible la signature électronique de ses marchés et accords-cadres.

Ainsi, l'ONERA encourage le candidat et potentiellement futur titulaire du marché/ de l'accord-cadre, à se doter, de certificats de signature électronique qualifiés et conformes au règlement eIDAS (Règlement (UE) n°910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur), pour les personnes ayant le pouvoir d'engager la société.

Le titulaire du marché/de l'accord-cadre pourra alors utiliser l'outil de signature disponible sur PLACE, pour signer les documents contractuels aux formats de signature autorisés XAdES, CAdES ou PAdES.

La signature sera validée par l'ONERA si l'ensemble des contrôles effectués par l'outil PLACE sont passés avec succès et si le titulaire du certificat de signature utilisé dispose bien du pouvoir d'engager la société. A titre informatif, les vérifications effectuées par l'outil disponible sur PLACE sont les suivantes :

1. identité du signataire,
2. appartenance du certificat du signataire à l'une des catégories de certificats mentionnées à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique,
3. respect du format de signature mentionné à l'article 3 de l'arrêté du 22 mars 2019,
4. caractère non échu et non révoqué du certificat à la date de la signature, intégrité du document signé.